

INTERVIEW

“La banque en ligne doit être confiée aux monéticiens”

Les services en ligne exigent des moyens d'authentification qui obéissent à des principes simples : le procédé doit être non copiable et non rejouable, sous le contrôle et la responsabilité de l'utilisateur. Ce sont des approches que connaissent bien les monéticiens depuis le déploiement de la carte à puce.

■ L'émergence des services de banque en ligne invite-t-elle les banques à redéfinir leurs métiers ?

Les métiers de la banque restent inchangés : ouverture et consultation de comptes, passages d'ordre, virements, prêts, informations et reportings. Le guichet électronique est une réplique du guichet physique. À ceci près qu'il peut fonctionner 24 h/24, 7 j/7, et être accessible indépendamment de toute considération d'ordre géographique. Mais globalement il s'agit toujours de maîtriser une chaîne de confiance. Il s'agit bien dans tous les cas de disposer des moyens d'identifier les personnes et de recueillir leur consentement à un acte ou à un ordre, et de partager la preuve de cet acte ou de cet ordre. Avec la dématérialisation des actes, l'objectif des banques est d'apporter à leurs clients des services de transactions sécurisées non répudiables. C'est du droit, de la technique et dans le cas de la banque en ligne, de l'électronique. Cela permettra sans doute d'apporter des services plus innovants, d'accroître la productivité, voire d'améliorer la sécurité. Les banques doivent assurer leur processus sécuritaire et maîtriser leur risque opérationnel, comme le précise Bâle II. Plus elles couvriront leurs risques, plus elles seront



Jean-Pierre Doussot

Directeur adjoint en charge de la banque électronique et de la monétique

Banque OBC

à même d'apporter de services à leurs clients. Cela devient un facteur concurrentiel important.

■ Le service que vous avez développé pour vos clients autour du concept de coffre-fort électronique suppose une infrastructure spécifique et des partenariats. Peut-on le considérer comme un service en ligne comme les autres ?

C'est un service que nous offrons jusqu'ici aux entreprises avec les autres services traditionnels (consultation, transactions, carte virtuelle, etc.), et que nous allons proposer à nos clients particuliers très prochainement. C'est en effet un service un peu à part puisque nous nous vendons du “temps” (un archivage de différents types de documents pour des durées de trois, dix ou trente ans), et nous aurions été mal venus à ne pas avoir prévu que nos clients puissent nous quitter avant l'échéance. C'est donc un service qui repose sur un assemblage de contrats, et qui fait appel à des partenaires extérieurs à la banque : tiers archiveurs, tiers d'horodatage, et fournisseur d'hébergement de serveurs. Mais c'est un service qui n'est ni plus ni moins que la réplique des services de coffres-forts bien physiques qu'offrent les banques. Seule différence :

l'espace ne se mesure plus en mètre cube, mais en gigaoctets. Et il est question désormais de patrimoine numérique. Il y a des octets qui valent plus que d'autres.

■ Tous ces services en ligne supposent la mise en plateformes spécifiques et surtout des moyens d'authentification adéquats. Quelle solution avez-vous retenue ?

Dans ce domaine, les juristes ont déjà pris la main. La question n'est pas technique. On sait que tout se passe devant le juge. Les moyens d'authentification et de signature électronique obéissent à des principes simples : le procédé doit être non copiable, non rejouable ; il doit être sous le contrôle et la responsabilité de l'utilisateur. Ce sont des approches que connaissent bien les monéticiens depuis le déploiement de la carte à puce. L'enrôlement et la gestion des utilisateurs porteurs de cartes, la gestion des cotisations, la personnalisation des cartes... La logique du paiement est la même que celle de l'authentification. C'est pour cette raison que ce sont les monéticiens – en collaboration avec les informaticiens bien sûr –, qui doivent prendre en charge le déploiement des systèmes d'authentification dans les services en ligne. Le système login/mot de passe ne peut pas répondre au besoin d'authentification forte réclamée par la banque en ligne, ou les services d'archivage horodatés. Nous utilisons, nous, des cartes ou des tokens USB pour stocker des certificats numériques. Nous allons également utiliser prochainement CAP avec les cartes EMV. C'est un complément idéal. Tous ces outils sont parfaitement fiables et viables d'un point de vue économique. Et ils sont en train de devenir des standards internationaux. Tout le monde y viendra. ■

Propos recueillis par Y. A.

Les "turbo-clicks", nouvelle génération de produits financiers

■ Filiale de la Société Générale, la société **ClickOptions** distribue via le site son site internet une nouvelle génération de produits financiers baptisés "turbo-clicks". Ces produits se distinguent des options classiques ou des warrants dans la mesure où ils permettent de spéculer sans se soucier des variations de la volatilité ni de la proxi-

mité de la date d'échéance. Ils permettent de jouer la hausse ou la baisse d'une valeur boursière, avec un effet multiplicateur (le levier). Les "turbo-clicks" comportent en outre une "barrière de sécurité" qui protège le capital de l'investisseur en cas d'évolution défavorable des cours de Bourse. On ne peut risquer plus que sa mise initiale.

Oracle devient le numéro 1 du CRM

■ Avec le rachat de **Siebel** pour 5,8 milliards de dollars (et le rachat conclu en janvier dernier de **PeopleSoft** pour plus de 10 milliards de dollars), **Oracle** ajoute à son titre de numéro 1 des bases de données, celui de leader mondial du CRM (Customer Relationship Management), un marché qui selon IDC, devrait connaître une forte crois-

sance au cours des prochaines années en passant de 8 milliards de dollars l'an dernier à 10 milliards en 2009. Oracle, avec ce rachat "acquiert" ainsi plus de 4 000 clients et environ 3,5 millions d'utilisateurs des logiciels de CRM de Siebel, qui s'ajoutent aux clients CRM d'Oracle et de PeopleSoft.

WebMethods lance une solution pour l'optimisation des processus de paiements

■ Avec **webMethods for Payments Monitoring**, l'éditeur de logiciels **webMethods**, spécialisé dans les processus métiers, propose aux banques et aux institutions financières des outils pour améliorer la visibilité et la prédictibilité du traitement des transactions de paiements. Basée sur une architecture orientée services (SOA), cette solution s'intègre dans les infrastructures et les process de

paiements déjà existants. La solution utilise des technologies évolutives qui font des transactions SWIFT et Automated Clearing House (ACH), les composants clés de la suite. L'intégration de ces fonctionnalités métiers simplifie les tâches de gestion, d'automatisation et d'optimisation des processus de paiement, en temps réel, et cela même s'ils sont répartis entre plusieurs systèmes.

Une solution de trading automatique

■ La dernière version de **Equisoft** développée par la **SSII Génigraph**, permet aux traders de surveiller leurs marchés de façon automatique afin d'en saisir toutes les opportunités d'achat et de vente de valeurs (actions, options) dans les meilleurs délais. Compatible avec tous les flux financiers, cet outil logiciel peut récupérer des informations vers une application externe comme une feuille Excel. La configuration

du logiciel se fait de façon simple par l'utilisation de règles de type, "si, alors, sinon". Le trader fixe les limites de fonds à investir, de prix, le nombre de passages d'ordres maximum par seconde, etc. Dans tous les cas, l'automate interrompt son fonctionnement dès qu'un seuil est atteint. En plus de règles standard, l'utilisateur peut rajouter plusieurs règles de sécurité.

Callataj & Wouters annonce une version native pour IBM z/Series de son progiciel bancaire

■ **z/THALER** est la version native pour les **mainframes IBM z/Series** du progiciel développé par la société **Callataj & Wouters** pour la gestion des **back-offices** bancaire, des produits et des opérations métiers. Désormais disponible, elle a fait l'objet de **benchmarks** au centre de compétences d'IBM à Montpellier, qui montrent sa capacité à traiter plus de 1 000 transactions (*) métiers à la seconde, 857 autorisations de paiement par seconde (consommant 1 688 MIPS avec un temps moyen de réponse de 14 ms), et 839 arrêts de comptes par seconde (consommant 4 528 MIPS). Des résultats qui, d'après la société, habilitent l'utilisation de ce pro-

giciel pour les banques disposant de plus de 10 000 guichets, et ayant plusieurs dizaines de millions de comptes. L'architecture de **Thaler** convient à l'ajout de nouveaux canaux d'accès. Le "client léger" d'origine peut être remplacé ou complété par toute application de **front-office** : **e-banking**, centre d'appels, système d'agents, etc. Cette architecture en outre répond aux exigences de communications entre applications (EAI). Les fonctions bancaires peuvent ainsi être invoquées par d'autres applications ou d'autres systèmes de gestion.

(*) sur la base d'un scénario réel de consultation bancaire comprenant plusieurs écrans successifs.

Les technologies "Grid" rallient tous les suffrages

■ Les techniques qui consistent à utiliser de façon transparente les ressources de calculs (souvent non utilisées ou utilisées partiellement) ou les bases de données de plusieurs ordinateurs en réseau rencontrent de plus en plus de succès. Des constructeurs de serveurs comme IBM et Sun, et des éditeurs de logiciels comme Oracle, SAS et tout récemment comme Microsoft, ont multiplié les annonces depuis quelques mois pour adapter leurs suites ou leurs équipements aux technologies **Grid**. Plutôt utilisées jusque-là dans le domaine scien-

tifique et dans le monde Linux (Globus Toolkit), ces technologies de partage et de distribution des ressources entre plusieurs ordinateurs pour l'exécution de tâches diverses, pourraient donc trouver des champs d'applications plus vastes. IBM n'a pas caché son intention de porter ces technologies sur les marchés de l'entreprise et des applications Web services. La division Global Services prévoit même la réalisation pour ce marché de "fermes de serveurs" dont l'investissement est estimé à quelque quatre milliards de dollars.

Oracle certifie la solution de dématérialisation des factures de ReadSoft

■ **ReadSoft**, le numéro 1 en Europe du marché de l'automatisation des documents, annonce la certification par Oracle de sa suite de traitement automatique des factures fournisseur. Les données de facture une fois numérisées, capturées et interprétées par ReadSoft Documents for Invoices sont automatiquement prises en charge par InvoiceIT qui assure le rapprochement entre la facture et la commande, gère les anomalies et demande les bons

à payer. Les données de facture une fois validées sont automatiquement intégrées dans la suite Oracle. Intégré à Oracle E-Business Suite, InvoiceIT en utilise les fonctionnalités standard (en particulier le *workflow* et les règles de validation) et ne réclame aucune adaptation supplémentaire. Cette solution traite les factures papier mais également les factures EDI dématérialisées, les factures reçues par e-mail, les factures XML.

PAYMENT | CASH & CLEARING CONSULTING

Stratégie Maîtrise d'ouvrage

En intervenant auprès des banques et auprès des grandes entreprises,
En croisant les compétences techniques et fonctionnelles,
En privilégiant une démarche d'analyse de la valeur sur la chaîne globale des flux,

Syrtals SI, développe une approche unique du conseil en gestion de flux financiers

syrtals SYSTEM INTEGRATION
25, rue Martial Granckamp 92040 Clamart
Téléphone : 01 46 46 91 53 - Télécopie : 01 46 46 92 92
www.syrtals.com

Premières cartes DDA livrées au Japon et en Russie

■ **Axalto** et **Gemplus** viennent de livrer en volumes les premières cartes EMV DDA (Dynamic Data Authentication) à JCB, le plus important émetteur de cartes de paiement au Japon, et actionnaire de EMVco à hauteur de 30 %, avec Visa et MasterCard. Ces cartes qui offrent le plus haut niveau de sécurité possible grâce à la mise en œuvre d'algorithmes à clés publiques, assurent en offline que chaque transaction fait l'objet d'une authentification validée par une signature unique et non rejeuable. Ce type de cartes (MasterCard M/Chip 4.0, CDA,

DDA) vient également d'être déployé pour la première fois en Russie par Gemplus pour la banque russe Surgutneftegazbank (SNGB). La méthode d'authentification DDA désormais souvent associée à la méthode CDA (Combined Data Authentication) qui utilise dans les calculs cryptographiques des éléments liés à la transaction comme le montant, sera implémentée dans les prochaines générations de cartes bancaires en France dès l'an prochain. Elle a été également choisie pour les premiers déploiements EMV en Allemagne.

Intelimind annonce la version "Bâle II" de son progiciel Credit Voy@ger

■ La suite logicielle **Credit Voy@ger** offre l'ensemble des fonctions nécessaires à la gestion des activités de distribution de crédit en France et en Europe. De l'offre client à la gestion des contrats en passant par l'analyse du risque. Elle permet en outre de gérer l'ensemble du suivi des comptes clients en liaison avec le système de production. Dans sa toute dernière version, cette suite apporte des réponses à la réglementation Bâle II sur la mise

en place des notations internes complexes, de base de données centralisée, de moteur de scoring unique, etc. Le progiciel utilise notamment des plateformes d'échanges avec des bases de données externes en France (Banque de France FIBEN, FCC, FICP, BIL, Coface, etc.) et en Europe qui lui permettent de croiser un grand nombre d'informations et de *scorings* de façon à obtenir une granularité très fine dans l'analyse du risque.

L'émission des cartes dépend de plus en plus du marketing

■ Le marché des cartes de paiement et de crédit est en train de changer.

Formats et design, services associés, nouvelles technologies, et évolution du contexte juridique favorisent l'innovation et la recherche de facteurs de différenciation pour fidéliser et acquérir de nouveaux clients. L'émission des cartes appartient du coup de plus en plus à la fonction marketing.

Ce constat ressort d'une étude conduite par **Publi-New/Alténor Consulting** sur les cartes bancaires et co-brandées les plus innovantes dans le monde (200 cartes et 25 pays). Les auteurs attribuent cette évolution à l'émergence du SEPA et à la perspective d'une possible libéralisation du co-branding en France. Mais ils soulignent également que ce mouvement est par ailleurs porté par des innovations technologiques dont la puce (EMV et sans contact) est l'un des vecteurs, mais pas le seul. Les techniques d'impression (hologramme,

encres phosphorescentes ou parfumées) et les nouveaux matériaux (translucides) offrent un grand nombre de possibilités de personnaliser les cartes. Voire d'aller jusqu'à une personnalisation à la demande via des services accessibles par Internet, comme le notent par ailleurs les responsables du groupe Business Development au sein de la division Financial Services chez Gemplus qui

constatent le développement des approches marketing et le goût pour le design innovant (voir photo), en Asie notamment. Et de citer le cas, de cette carte de crédit déployée en Corée par une banque et une compagnie d'assurance à destination des femmes tentées par la chirurgie esthétique... La segmentation peut aller très loin. Gemplus qui vient de se réorganiser avec un service

marketing de conseil aux banques, souligne que le mouvement se fait jour en France. La société de Gemenos vient de lancer pour la Caisse d'Épargne une carte translucide. La carte GemLuce et son design transparent teinté mandarine a été spécialement conçue pour le marché des seize/vingt-cinq ans. De plus, pour conserver une exclusivité, sa disponibilité a été limitée à 100 000 unités.

